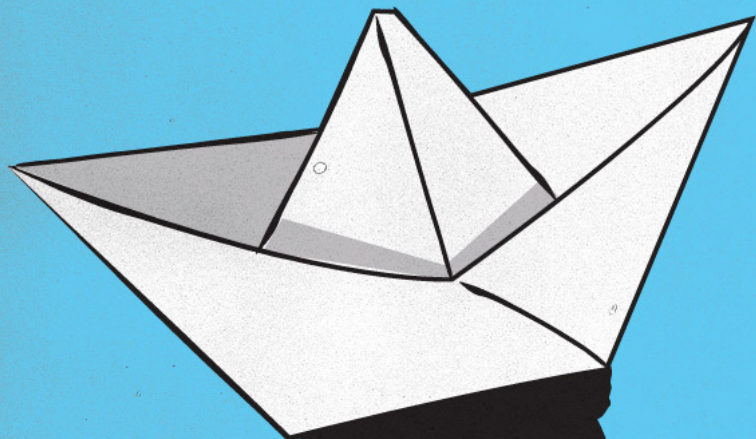


PERSPECTIVES PLUTÔT QUE DE LA SURVEILLANCE

HELENA KREIENSIEK




**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

PERSPECTIVES PLUTÔT QUE DE LA SURVEILLANCE

—— HELENA KREIENSIEK





IMPRINT

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office

Author : Helena Kreiensiek

Cover Illustration & Editorial design : Yessine Ouerghemmi

This publication or parts of it can be used by others for free as long as they provide a proper reference to the original publication. The content of this publication does not necessarily reflect the official opinion of the Rosa-Luxemburg-Stiftung. Responsibility for the information and views expressed therein lies with the authors.



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

WEST AFRICA OFFICE

Au Sénégal, le nombre de jeunes qui tentent leur chance en effectuant des traversées périlleuses vers l'Europe reste élevé. Si les risques sont connus, les crises économiques, la surpêche et le taux de chômage élevé chez les jeunes aggravent la situation. Les détracteurs réclament davantage de perspectives légales.

Dakar – Le sable du quartier côtier de Hann-Bel Air, dans la capitale sénégalaise Dakar, est encore frais lorsque Mbathio Diop arpente les rues. Beaucoup la saluent, certains s'arrêtent pour échanger quelques mots. Diop est une personne respectée, une Badienou Gokh élue. Les « **tantes du quartier** », comme on appelle le réseau de mentors communautaires bénévoles au Sénégal, servent de médiatrices en cas de litiges, informent sur les questions de santé et soutiennent principalement les mères et les enfants.

« *Mais ces derniers temps, nous sensibilisons aussi davantage aux dangers de la migration illégale* », explique Diop. Les thèmes abordés par les Badienou Gokh ont changé. La raison en est que le nombre de jeunes du quartier qui tentent leur chance en traversant la mer a augmenté. Elle ne saurait dire combien d'entre eux ont pris la mer ces dernières années pour rejoindre les côtes européennes. Il n'existe pas de chiffres officiels pour le quartier. Mais elle estime que dans les familles très ramifiées, il n'y en a pratiquement aucune où un membre n'ait déjà tenté la traversée.

Les bateaux de pêche colorés en bois qui bordent les plages du Sénégal, emblèmes d'une culture traditionnelle riche dans les communautés de pêcheurs, sont de plus en plus associés aux espoirs d'une jeune génération. Plus que de simples outils de travail, ces bateaux sont devenus un moyen d'échapper à l'absence de perspectives économiques. Avoir séjourné en Europe est considéré comme prestigieux. Mais surtout, il est plus honorable de mourir pendant la traversée que de ne même pas essayer.

« *Les départs se déroulent presque toujours selon le même schéma* », explique Mamadou Mbengue. La nuit, à la faveur de l'obscurité, les bateaux en bois sont chargés : eau potable, un peu de nourriture et surtout de l'essence. Seul le strict nécessaire est embarqué. L'heure et le lieu du départ ne sont communiqués que peu de temps avant, afin d'éviter que les forces de sécurité n'en aient vent.

La destination est généralement les îles Canaries, la porte d'entrée la plus proche vers l'Europe. Mais la traversée de l'Atlantique est dangereuse. La mer est imprévisible, car les tempêtes se lèvent rapidement et la mer est agitée. Un tel voyage nécessite une navigation précise et des conditions météorologiques favorables. Souvent, cependant, les provisions ne suffisent pas, les bateaux dérivent, les moteurs tombent en panne ou le carburant vient à manquer. Les récits des survivants sont souvent effrayants, seuls quelques-uns parviennent à arriver sains et saufs. Mamadou Mbengue a lui-même perdu deux de ses filles qui avaient secrètement pris place dans un bateau pour tenter la traversée.

Aujourd'hui, il dirige un petit club sportif sur la plage de M'bour et tente d'offrir un programme aux enfants et aux jeunes de la région. Il s'agit de les occuper et de leur montrer des perspectives sur place, explique-t-il. C'est pourquoi, dans son club, il enseigne aux enfants et aux jeunes à prendre les choses en main et à être le changement qu'ils souhaitent voir dans leur communauté. Si ses filles avaient vu des possibilités de gagner leur vie au Sénégal, elles ne seraient peut-être pas montées dans la pirogue, dit Mamadou Mbengue.

C'est une idée qui se reflète également dans les chiffres nationaux. Avec un taux de chômage de 19 % au second semestre 2025 et un taux de chômage des jeunes de 24 %, beaucoup voient leur seule chance de réussir leur vie dans le fait d'essayer ailleurs.¹ *« Et ce n'est pas tout, il est normal d'être curieux »*, dit Saliou Diouf.

J'AI TOUJOURS VOULU VOIR LA NEIGE. C'EST LA SEULE RAISON POUR LAQUELLE JE VOULAIS ALLER EN EUROPE,

raconte le Sénégalais. Il s'est embarqué 14 fois dans un bateau pour tenter de traverser le détroit de Gibraltar à la rame. 14 fois, il a été intercepté par la marine et ramené au Maroc. *« C'était en 2014/2015 »*, raconte-t-il. À l'époque, rien ne le motivait à rester et les traversées étaient relativement faciles à organiser : il n'était pas nécessaire de faire appel à un réseau de passeurs professionnels, mais seulement à quelques hommes déterminés qui mettaient leur argent en commun pour acheter un bateau, explique-t-il. À un moment donné, il a commencé à travailler pour une organisation qui s'occupait des migrants. Ce travail lui a donné une perspective et a

¹ <https://www.ansd.sn/Indicateur/enquete-emploi>

marqué un tournant dans sa vie. Aujourd'hui, Diouf dirige l'organisation sénégalaise « **Boza Fii** ». Cette organisation défend le droit à la liberté de circulation pour tous et s'engage pour que les migrants qui rentrent dans leur pays soient accueillis dans la dignité. Aujourd'hui, il s'est rendu plusieurs fois en Europe, mais dans le cadre de son travail avec l'organisation d'aide aux réfugiés. Et non pas en ramant, dans un bateau.

Sur le plan politique et économique, le Sénégal traverse une période mouvementée. Alors que le début de l'exploration pétrolière et gazière laisse présager une croissance économique d'environ 6 %, cette perspective est assombrie par une grave crise de la dette. En novembre 2025, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé que la dette publique du Sénégal avait atteint 132 % du produit intérieur brut à la fin de 2024, soit plus de 43 milliards de dollars américains. Deux ans auparavant, le taux d'endettement était encore estimé à 80 % du PIB. « ***On n'a jamais vu une dette cachée de cette importance en Afrique*** », a commenté Edward Gemayel, chef de la mission du FMI au Sénégal, à propos de cette annonce.² Pour les jeunes, cela signifie des coûts de la vie en hausse, un taux de chômage toujours élevé et un manque de perspectives d'amélioration. Une situation qui ne pousse pas à rester.

À l'origine, l'élection du président Bassirou Diomaye Faye et du Premier ministre Ousmane Sonko en 2024 avait donné à de nombreux Sénégalais l'espoir d'un nouveau départ en matière de politique économique. Mais il apparaît de plus en plus clairement que cela s'avère plus difficile que prévu. Les jeunes, de plus en plus impatients, perçoivent l'inaction du gouvernement et attendent des résultats concrets, ce qui les pousse à perdre patience.

La surpêche dans les océans est un autre facteur qui aggrave la situation économique et sociale. Selon un rapport de l'organisation environnementale « **Environmental Justice Foundation** », le secteur de la pêche au Sénégal est en crise.³ Parmi les facteurs qui contribuent à cette situation, on peut citer les flottes internationales qui vident les océans de leurs ressources, mais aussi les pratiques néfastes pour l'environnement des pêcheurs locaux. L'expert en pêche Aliou Sall estime que l'État sénégalais a également sa part de responsabilité : « ***Pendant des décennies, il n'y a pas eu de vision à long terme pour le secteur. Le poisson était vendu à des prix ridiculement bas et aucune politique de pêche durable n'a jamais été encouragée*** ». De plus, pendant des années, les portes ont été ouvertes aux acteurs étrangers pour qu'ils puissent pêcher les stocks sénégalais afin

² https://www.seneneews.com/actualites/economie/le-fmi-revient-a-la-charge-pour-le-senegal-on-na-jamais-vu-une-dette-cachee-aussi-importante_565265.html

³ <https://ejfoundation.org/reports/the-deadly-route-to-europe>

de remplir les caisses de l'État. Ces flottes capturent de plus en plus souvent des poissons pélagiques, c'est-à-dire des espèces telles que les sardines, les maquereaux et les thons, qui représentent environ 80 % des prises des pêcheurs sénégalais. Cela engendre une concurrence entre les pirogues des pêcheurs sénégalais et les grandes flottes qui exploitent les mêmes zones de pêche. De plus en plus souvent, les pêcheurs locaux reviennent donc avec des filets vides. Certains bateaux internationaux navigueraient également sous pavillon sénégalais, rapporte l'expert en pêche, contournant ainsi les quotas de pêche et bénéficiant d'exonérations douanières et de subventions initialement destinées aux pêcheurs sénégalais.

Une pratique qui ne se limite pas au Sénégal et qui a de graves répercussions sur les stocks halieutiques. Selon l'Environmental Justice Foundation, une grande partie des prises des flottes	industrielles serait en outre exportée vers des marchés étrangers, tels que la Chine et l'UE. Cela limiterait toutefois l'accès des communautés locales au poisson et aggraverait l'insécurité ali-	mentaire, selon l'organisation. C'est notamment pour cette raison que les jeunes, entre autres, ne voient aucun avenir économique dans leur pays d'origine et tentent la traversée, souvent mortelle.
--	--	--

Selon l'organisation espagnole de défense des droits humains **Ca-Minando Fronteras**, rien qu'au cours des cinq premiers mois de l'année 2025, 1 482 personnes sont mortes ou ont disparu en tentant de rejoindre les îles Canaries.⁴ Le nombre réel de victimes est probablement beaucoup plus élevé. La « **route atlantique** » vers les îles Canaries reste donc la route qui compte le plus grand nombre de naufrages et de disparitions en mer. Les départs du Sénégal et de la Gambie ont toutefois considérablement diminué par rapport aux années précédentes. En 2024, des records avaient encore été battus. Selon les données du ministère espagnol de l'Intérieur, au moins 41 425 personnes ont atteint les îles à bord de petites embarcations entre le 1er janvier et le 30 novembre.⁵ En 2023, 39 910 personnes avaient débarqué aux Canaries, principalement des Sénégalais, des Maliens et des Marocains. En 2025, en revanche, selon Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, le nombre d'arrivées enregistrées a chuté de plus de 60 %, pour s'établir à un peu plus de 16 800.⁶

⁴ <https://caminandofronteras.org/wp-content/uploads/2025/06/Report-DALV-5-months-2025-ENG-ok.pdf>

⁵ <https://ecre.org/atlantic-route-and-spain-all-time-record-number-of-migrant-arrivals-on-the-canary-islands-in-2024-%E2%80%95-crossing-attempts-and-rescues-continue-on-atlantic-route-%E2%80%95-spain/>

⁶ <https://www.frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/eu-external-borders-irregular-crossings-fall-by-a-quarter-in-the-first-11-months-of-2025-YehbqE>

Cette baisse énorme s'explique entre autres par une coopération renforcée entre l'Espagne et le Sénégal « ***pour lutter contre la traite des êtres humains et les réseaux de passeurs*** », comme l'a expliqué le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska. Les patrouilles conjointes de la police sénégalaise et de la Guardia Civil espagnole, sur terre et en mer, ont également contribué à cette baisse.⁷ En octobre 2024, le Sénégal a en outre reçu une importante aide financière de l'UE. Celle-ci a promis environ 30 millions d'euros pour la surveillance des frontières et les mesures d'interception maritime.⁸ L'agence européenne des frontières Frontex patrouille également aux frontières de cet État d'Afrique de l'Ouest.

L'image des forces de sécurité sénégalaises parcourant les plages au crépuscule à la recherche de départs irréguliers en bateau est depuis devenue une nouvelle norme, même dans la capitale Dakar.

Ce qui est présenté comme une réussite dans la lutte contre la migration irrégulière fait sonner l'alarme chez Saliou Diouf, de l'organisation « ***Boza Fii*** ». « ***La migration est de plus en plus criminalisée*** », dit-il, ce qui a des conséquences graves. D'une part, cette politique entraîne la mort de nombreux jeunes en mer, contraints de prendre de grands risques pour tenter la traversée. D'autre part, elle favorise l'utilisation de moyens parfois illégaux pour empêcher ces jeunes de partir ou pour les renvoyer dans leur pays d'origine. Le refus d'octroyer des visas aux demandeurs, alors même que le droit d'émigrer est reconnu par le droit international, fait partie du problème, dit-il.

Ainsi, même si le nombre de départs semble avoir diminué selon les statistiques, les causes profondes de la migration persistent. « ***Ce qu'il faut plutôt, c'est la liberté de mouvement et l'égalité des droits pour tous*** », finalise Saliou Diouf.

⁷ <https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/news/paginas/2025/20250321-sp-senegal-migration-cooperation.aspx>

⁸ <https://www.statewatch.org/analyses/2025/exporting-carceral-migration-management-30-million-from-the-eu-to-senegal-for-migration-control/>